

SYRIE

# Plus d'un million de Syriens défilent en hommage à Homs

**Plus d'un million de Syriens ont manifesté hier contre le régime de Bachar al-Assad, principalement à Hama et à Deir Ezzor. Quatre civils ont été tués dans la dispersion de rassemblements à Alep, Homs et près de Damas, ont annoncé des militants.**

Plus d'un million de Syriens ont manifesté hier contre le régime de Bachar al-Assad, principalement à Hama et à Deir Ezzor. Quatre civils ont été tués dans la dispersion de rassemblements à Alep, Homs et près de Damas, ont annoncé des militants. Plus de 1,2 million de personnes ont manifesté à Hama (centre) et à Deir Ezzor (est), selon Rami Abdel Rahmane, chef de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). «A Deir Ezzor (près de la frontière irakienne), ils étaient plus de 550 000 à la fin de la manifestation, et à Hama, ils étaient plus de 650 000», a-t-il assuré, précisant que les forces de sécurité étaient absentes dans ces deux villes.

La télévision publique syrienne a démenti une telle mobilisation, affirmant que seulement 2 000 personnes avaient participé à la manifestation à Deir Ezzor. Les restrictions à la circulation imposées par les autorités syriennes n'ont pas permis à l'AFP de vérifier ces informations de manière indépendante.

Selon M. Abdel Rahmane, les manifestants ont scandé des slogans contre le régime et exprimé leur solidarité avec les villes assiégées par les forces de sécurité, en particulier Homs (centre), théâtre de violences meurtrières depuis une semaine.

Les violences n'ont d'ailleurs pas cessé dans cette ville à laquelle la mobilisation était dédiée ce vendredi.

«Un manifestant a été tué par les tirs des forces de sécurité qui ont dispersé une manifestation dans le quartier al-Khalidyé» à Homs, a annoncé Abdel-Karim Rihaoui, chef de la Ligue syrienne des droits de l'homme (LSDH).

En outre, «un manifestant a été tué par un coup de couteau devant la mosquée Amné à Alep (nord) par des milices pro-régime qui ont pénétré dans la mosquée et attaqué les fidèles», a précisé M. Rihaoui, faisant état de dizaines de blessés et d'interpellations.

A Mleiha, dans la province de Damas, «deux manifestants ont été tués par les tirs des forces de sécurité, et d'autres ont été blessés», a affirmé M. Abdel Rahmane.

M. Rihaoui a aussi mentionné des tirs des forces de sécurité qui ont fait plusieurs blessés à Idleb (nord-ouest).

A Damas, où seize manifestants avaient été tués le vendredi précédent par les forces de sécurité, des milliers de militaires ont été déployés tôt hier matin, isolant ce quartier de Roukn Eddine où vit une importante communauté kurde.

Des milliers de personnes ont cependant manifesté dans la capitale après la prière musulmane hebdomadaire. Ils étaient environ 5 000 dans le quartier Midane et des milliers d'autres sont sortis de trois mosquées du quartier Hajar al-Assouad en scandant des slogans réclamant la liberté.

A Douma, une localité à 15 km de Damas où les communications téléphoniques et l'électricité étaient coupées selon un militant, les forces de sécurité quadrillaient le marché et la place de la Grande Mosquée. «Beaucoup d'habitants ont quitté la localité de crainte d'arrestations arbitraires», selon l'OSDH.

Des centaines de manifestants ont défilé dans les localités kurdes du

gouvernorat d'Hassaké (nord-est), ainsi qu'à Soueida (sud) et plus de 12 000 personnes ont manifesté à Idleb (nord-ouest), selon des militants. «Nous ne nous tairons pas sur la servilité, ni sur l'injustice, ni sur le despotisme, quel que soit le prix», ont scandé des jeunes manifestants à Jablé, sur la côte. A Deraa (sud) où est née la contestation contre le régime du président Bachar al-Assad le 15 mars, des agents de sécurité étaient déployés autour des principales mosquées mais «des jeunes ont défilé dans la rue al-Koussour et des tirs nourris ont été entendus», a déclaré M. Abdel Rahmane.

A Homs, en dépit des intenses opérations sécuritaires de ces der-



Photo : DR

niers jours, «des milliers de personnes ont défilé dans plusieurs quartiers», a-t-il ajouté. Dans leurs appels à manifester, comme chaque vendredi, contre le régime, les militants de la page Facebook «Syrian Revolution 2011» avaient dédié la

journée à Homs, où la répression a fait plusieurs dizaines de victimes civiles cette semaine. Dans cette ville, la troisième du pays, les forces de sécurité ont abattu deux civils jeudi, tandis qu'au moins 50 autres ont péri entre samedi et mardi, tou-

LIBYE

## Kadhafi s'accroche, mais son départ est de plus en plus évoqué

**Le colonel libyen Mouammar Kadhafi semble déterminé à s'accrocher au pouvoir même si la question de son départ est évoquée de plus en plus concrètement, les rebelles continuant leur progression, en particulier près de Zliten, à 150 kilomètres à l'est de Tripoli.**

«La bataille est tranchée. Elle est déjà tranchée en faveur des masses et du peuple. Ils ne peuvent pas vous vaincre. Ils vont être vaincus et ils rentreront bredouilles», a assuré le colonel Kadhafi jeudi soir dans un discours retransmis à ses partisans rassemblés dans sa ville natale de Syrte, excluant une nouvelle fois tout dialogue avec les rebelles.

Mais à Moscou, où s'était rendu mercredi le ministre des Affaires étrangères libyen Abdelati Obeidi, le ton est sensiblement différent.

«Le thème du départ de Kadhafi du pouvoir a été discuté lors de cette rencontre, et il a été discuté assez concrètement», a déclaré hier une source diplomatique russe, citée par l'agence Interfax.

Le départ du dirigeant libyen a été évoqué «y compris à la lumière des contacts déjà établis par des représentants de Tripoli avec les Américains et les Français», a ajouté cette source. M. Obeidi avait assuré mercredi à Moscou que le départ de Mouammar Kadhafi n'était «pas sujet

à discussion». Les ministres français et britannique des Affaires étrangères, Alain Juppé et William Hague, évoqueront lundi à Londres le dossier libyen, a indiqué hier la diplomatie française. Cette semaine, M. Juppé avait évoqué la possibilité que Mouammar Kadhafi reste en Libye après son départ du pouvoir.

«L'une des hypothèses envisagées, c'est qu'il séjourne en Libye, mais à une condition, c'est que très clairement il se mette à l'écart de la vie politique libyenne. C'est ce que nous attendons avant de déclencher le processus politique du cessez-le-feu», avait-il dit mercredi. A Madrid, le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a reçu pour la première fois hier le numéro deux de la rébellion libyenne, Mahmoud Jibril, et l'a assuré du soutien de son pays, tout en appelant la rébellion à se préparer pour «aborder avec succès» la prochaine étape.

Sur le terrain, au moins 16 rebelles ont été tués et 126 blessés dans les dernières 48 heures dans

des combats contre les forces pro-Kadhafi à Zliten (ouest), ont indiqué hier les insurgés dans un communiqué. «Seize de nos combattants sont tombés en martyrs et 126 autres ont été blessés dans des affrontements avec les troupes loyalistes dans la ville de Zliten», annonce le texte, assurant que les rebelles progressent vers le centre de cette ville de 200 000 habitants.

Parallèlement, l'Otan a accentué ses attaques sur cette zone ces derniers jours. Selon ses communiqués quotidiens, l'Alliance atlantique a touché 13 cibles à Zliten mercredi et 11 autres jeudi, essentiellement des véhicules militaires et des dépôts.

Les combattants de Misrata, enclave rebelle à une soixantaine de kilomètres plus à l'est, tentent depuis plusieurs semaines de s'emparer de Zliten, afin d'accentuer la pression sur la capitale. Sur le front du sud-ouest, les opérations militaires sont gênées depuis jeudi soir par un fort vent, a rapporté hier une journaliste de l'AFP à Bir Ayad, dans la vallée à environ 70 km au sud de Tripoli. Les deux camps ont ainsi renoncé aux tirs de roquettes, contrairement aux jours précédents. Hier, «il n'y a pas de

chés par des tirs de l'armée lors de funérailles ou tués dans des affrontements entre opposants et partisans du pouvoir, selon des militants.

Dans un communiqué, les comités de coordination de la révolution syrienne, qui chapeautent les manifestants, ont mis en garde contre les tentatives du régime syrien d'«attiser» le confessionnalisme.

«Le régime criminel au pouvoir en Syrie va continuer de provoquer les dissensions confessionnelles. Il planifie des assassinats et des explosions de voitures devant des écoles et dans différentes régions, visant des communautés particulières», dénonce le communiqué.

«Le régime va continuer d'armer certains habitants de la communauté alaouite (à laquelle appartient M. Assad), en leur faisant croire qu'ils sont menacés par les autres communautés», ajoute-t-il.

mouvements de l'armée de Kadhafi à cause du vent», a déclaré à l'AFP le commandant d'un poste de contrôle rebelle de Bir Ayad, Nasser Al-Aaib. «Les soldats de Kadhafi ne peuvent pas bouger parce qu'ils ne connaissent pas la zone. Ils ont peur d'une attaque surprise des rebelles qui connaissent chaque pouce de terrain», a-t-il dit, expliquant que de leur côté, les rebelles ne bougeaient pas parce qu'ils n'en avaient «pas reçu l'ordre». Jeudi, les insurgés avaient affirmé avoir réussi à faire entrer des rebelles infiltrés dans la capitale Tripoli. «Ce sont de petits groupes, de bons combattants», a assuré un commandant de la rébellion à Benghazi, Fawzi Boukatif.

Des rumeurs ont circulé peu après affirmant que des rebelles présents à Tripoli avaient essayé d'assassiner des hauts responsables de l'entourage de Kadhafi.

M. Boukatif a indiqué ne pas être au courant de tels actes, tout en notant «s'attendre à ce que de telles choses se produisent». Le camp rebelle a souvent craint ces derniers mois d'être lui-même infiltré dans son bastion de l'Est par des agents pro-Kadhafi.

ÉGYPTE

## Poursuite de l'occupation de Tahrir malgré le remaniement

**Les manifestants de la place Tahrir au Caire ont poursuivi leur mouvement hier après l'annonce d'un remaniement gouvernemental qu'ils jugent insuffisant, mais des islamistes ont aussi manifesté contre eux au nom de la «stabilité».**

Plusieurs centaines de personnes étaient réunies hier en début d'après-midi sur ce grand carrefour du centre de la capitale égyptienne, dont une partie a passé la nuit dans un village de tentes.

«Nous espérons un gouvernement qui exprimerait nos demandes et les mettrait en oeuvre», a déclaré le cheikh Mazhar Shaheen, qui conduisait la traditionnelle prière musulmane sur la place, occupée depuis deux semaines. «Mais pour une raison que nous ne connaissons pas, ils s'évertuent à nous imposer des membres de l'ancien régime», a-t-il regretté en s'adressant à des manifestants toutefois moins nombreux que les semaines précédentes. Il a réitéré les demandes des manifestants: plus de justice sociale, le renvoi des ministres et hauts responsables liés au régime déchu de l'ex-président Hosni Moubarak, le jugement des policiers responsables de violences, et

la fin de l'utilisation des tribunaux militaires pour juger les civils. «Nous ne demandons pas l'impossible», a conclu le religieux.

Parallèlement, plusieurs centaines de membres de la mouvance salafiste (musulmans fondamentalistes) ont manifesté dans un autre quartier de la ville pour réclamer la «stabilité», mais aussi insister sur «l'identité islamique» de l'Egypte. «Laissons-les à Tahrir pour que les gens les voient pour ce qu'ils sont!», a lancé un des manifestants rassemblés devant une mosquée. «Nous sommes des musulmans, nous faisons partie de ce pays. Mais eux, qui sont-ils ? Des laïques ? Des communistes ? Des Américains ?» a scandé au micro un orateur. Les islamistes ont aussi appelé l'armée, qui dirige le pays, «à ne pas perdre le peuple pour plaire à cette minorité», en référence aux manifestants de Tahrir. Plusieurs mouvements islamistes, dont la puissante organisation des Frères musulmans, appellent à une manifestation vendredi prochain à Tahrir, toujours sur le thème de la «stabilité». Initialement impliqués dans la reprise des manifestations le 8 juillet dernier pour faire

pression sur le pouvoir, les Frères musulmans ont ensuite pris leurs distances par rapport à ce mouvement. Jeudi, un nouveau gouvernement de transition a été investi, à la tête duquel Essam Charaf conserve son poste de Premier ministre. Plus de la moitié des portefeuilles ministériels sont attribués à de nouveaux ministres, mais plusieurs personnalités proches du régime Moubarak conservent leur poste, comme le ministre de l'Intérieur Mansour Issaoui. «Ce gouvernement n'exprime en aucune façon les aspirations de la révolution», a déclaré Tareq al-Khouli, un membre du Mouvement du 6 avril, un mouvement de jeunes pro-démocratie très actif sur l'internet.

Le gouvernement de M. Charaf est placé sous la tutelle du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige le pays depuis le départ de M. Moubarak le 11 février. M. Moubarak quant à lui est en état d'arrestation dans un hôpital de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge, où il est soigné suite à des problèmes cardiaques. Son procès doit s'ouvrir le 3 août prochain.